

LA PROLIFERATION : ETAT DES LIEUX

par **Georges Le Guelte**
Directeur de Recherche à l'IRIS

pour « Questions internationales »,
La Documentation française, mai-juin 2005

Qui détient des armes chimiques, biologiques et nucléaires ? Quels sont les proliférateurs potentiels et virtuels ? L'évaluation de la menace que représentent les armes de destruction massive se heurte à de nombreux obstacles. L'information est rare et souvent manipulée au service d'intérêts politiques. La perception de la menace est toujours subjective. Etat des lieux.

Les armes biologiques et chimiques ont été utilisées depuis des siècles et le risque d'emploi d'armes nucléaires existe depuis 1945. Au cours des dernières décennies, certaines de ces armes sont devenues accessibles à des pays qui n'en disposaient pas auparavant. Le développement des missiles de portée de plus en plus longue leur permettraient éventuellement de menacer des pays qui se croyaient jusque-là invulnérables.

L'évaluation des risques qui peuvent résulter de ces évolutions récentes est affaire d'appréciation personnelle. A la suite des Etats-Unis, toutes les grandes puissances estiment dans leurs déclarations officielles que la prolifération des « armes de destructions massive » est la menace essentielle pesant sur leur sécurité. Le rôle des gouvernements, dans ces conditions, en devrait pas être de brandir en permanence des scénarios de cauchemar pour exploiter à des fins politiques la peur suscitée dans l'opinion, mais de prendre les dispositions nécessaires pour réduire au minimum le risque qu'ils se matérialisent, et d'abord pour les armes nucléaires, qui sont les plus dangereuses.

La peur des « armes-de-destruction-massive-entre-les-mains-d'Etats- sans-foi-ni-loi-ou-de-groupes-terroristes » a été très largement exploitée et manipulée, surtout aux Etats-Unis, au service d'objectifs politiques ou commerciaux. Cependant, elle repose pour partie sur une certaine réalité, comme l'ont montré la découverte de programmes nucléaires clandestins en Corée du Nord et en Iran, les projets de la Libye aidée par un réseau dirigé par le Pakistanais Abdul Kader Khan, ou plus récemment, la révélation des recherches menées dans le passé par la Corée du Sud, l'Egypte, ou Taiwan sur la production de matières fissiles à usage militaire. Tous ces éléments montrent qu'un bilan objectif de la prolifération des armes non conventionnelles serait nécessaire pour évaluer la menace qu'elle représente réellement.

La tâche est cependant à peu près impossible. Même le vocabulaire contribue à fausser le jugement. Il n'existe aucun point commun entre les armes biologiques, chimiques, et nucléaires. Les amalgamer en une même catégorie d'« armes de destruction massive » n'a aucune justification, si ce n'est de susciter la peur, en suggérant qu'elles ont toutes la capacité de causer des dommages aussi terrifiants qu'une arme nucléaire. Il n'y a non plus aucune similitude entre la prolifération par les Etats et l'action d'organisations criminelles.

Un deuxième obstacle tient à la nature des informations disponibles. Même celles qui se trouvent dans la littérature ouverte proviennent des services de renseignement, surtout américains. Elles doivent toujours être utilisées avec précaution, car la tâche des services est particulièrement difficile dans les pays soumis à des régimes brutaux qui essaient de dissimuler leurs agissements. Il est en outre impossible de savoir si les informations recueillies représentent toute la réalité. Le tableau des capacités militaires qui peut être dressé à partir de ces données n'a au surplus pas beaucoup de signification, même s'il comprend une description des missiles dont chaque pays peut disposer, et donc des cibles à sa portée. Pour traduire ces informations en une menace, il faudrait tenir compte des intentions de ceux qui ont le contrôle des arsenaux, une analyse totalement subjective : les armes américaines sont considérées comme une menace par la Corée du Nord ou l'Iran, alors que les pays d'Europe centrale y voient la meilleure protection de leur sécurité.

De grandes incertitudes pèsent sur les armes biologiques et chimiques, tant sur l'existence de stocks ou de capacités de production dans plusieurs pays que sur leurs effets. Enfin, les militaires hésitent souvent à les employer. Leur efficacité est aléatoire. Tributaires de la météorologie, ces armes ne sont pas sans risques pour les troupes qui les utilisent et l'adversaire peut, dans certaines conditions, s'en protéger.

LES CINQ GRANDS

Les cinq Etats dotés d'armes nucléaires¹ sont aussi les seuls détenteurs de missiles capables d'atteindre n'importe quelle partie du globe.

♦ **Les Etats-Unis** disposent de 5300 ogives nucléaires opérationnelles², dont 4500 stratégiques et 800 tactiques³. Il faut y ajouter 5000 engins placés en réserve. Ces armes peuvent équiper 510 lanceurs de missiles intercontinentaux basés en silos (dont 390 à têtes multiples⁴), 336 lanceurs sur 14 sous-marins, équipés de missiles Trident armés de 6 à 8 ogives ; et 115 bombardiers stratégiques. Il faut y ajouter 325 missiles de croisière. Le chiffre de 5300 comprend également 480 ogives stationnées dans des pays européens membres de l'OTAN (Belgique, Allemagne, Grèce, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Turquie)⁵, et qui pourraient, sous double clef, équiper des bombardiers. Selon le traité conclu le 24 mai 2002 entre les Etats-Unis et la Russie, le nombre des ogives opérationnelles devrait être ramené, le 31 décembre 2012, entre 1700 et 2200. Le Pentagone entendait conserver en réserve un nombre d'ogives suffisant pour que le stock total disponible soit de 10 000 engins explosifs.

¹ Selon le texte du Traité de Non-Prolifération, ce sont les Etats qui ont expérimenté un engin nucléaire avant le 1^{er} janvier 1967, les Etats-Unis, la Russie, successeur de l'URSS, la Grande-Bretagne, la France et la Chine. Ce sont aussi les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité, mais contrairement à une idée très répandue, il n'y a aucun lien entre les deux notions : les membres permanents du Conseil ont été nommés par la Charte des Nations Unies, signée le 26 juin 1945, à une date où aucun pays, même les Etats-Unis, n'avait encore expérimenté une seule arme.

² Bulletin of the Atomic Scientists, janvier-février 2005, pages 73 à 75. Cette revue publie les chiffres du Natural Resources Defense Council, des chiffres différents peuvent être donnés par d'autres publications.

³ Les armes nucléaires tactiques sont destinées à la destruction d'objectifs militaires ou stratégiques pendant un conflit, ce sont par exemple des obus d'artillerie, ou des engins équipant des missiles d'une portée inférieure à 500 kilomètres. Le plus souvent de plus faible puissance, elles sont destinées à renforcer les armes conventionnelles dans une bataille, non à jouer un rôle déterminant dans l'issue d'une guerre.

⁴ Les Etats-Unis utilisent pour ces vecteurs le sigle MIRV (Multiple Independently Targetable Reentry Vehicles), qui désigne des missiles équipés chacun de 3 à 10 têtes pouvant être dirigées vers des cibles différentes à leur rentrée dans l'atmosphère.

⁵ Bulletin of the Atomic Scientists, novembre-décembre 2004, page 77.

Au mois de juin 2004, la décision a été prise de réduire ce nombre de moitié, et en 2012, les Etats-Unis ne devraient conserver au total « que » 6 000 ogives⁶.

Des armes comme les autres ?

Selon la « Nuclear Posture Review »⁷ du 1^{er} janvier 2002, les armes nucléaires ne sont plus des instruments de dissuasion, elles peuvent être utilisées comme les autres, en fonction de la mission à accomplir. Les Etats-Unis se réservent de recourir à des frappes préventives contre les Etats qui développeraient des « armes de destruction massive » et des missiles à longue portée susceptibles d'atteindre le territoire américain, ou qui pourraient en doter des groupes terroristes. Le document vise ainsi implicitement la Russie et la Chine, nommément la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak (c'était avant l'intervention de mars 2003), la Libye (avant qu'elle renonce à ses projets) et la Syrie.

Les Etats-Unis ont, entre mai 1971 et février 1973, détruit leur stock d'armes biologiques, constitué à partir de 1954. Ils ont signé et ratifié la Convention de 1972 sur l'interdiction de ces armes et ne conservent plus que des activités de recherche pour la production de vaccins ou de contre-mesures⁸.

En signant le traité sur les armes chimiques de 1993, qu'ils ont ratifié en 1997, les Etats-Unis se sont engagés à éliminer leurs stocks en mai 2007⁹.

♦ **La Russie** conserve 4400 ogives opérationnelles, dont 2478 arment 613 lanceurs de missiles basés à terre et emportant entre 1 et 10 têtes ; 1072 à bord de sous-marins équipés de 232 lanceurs pour des missiles portant de 3 à 10 ogives, et 872 sur 78 bombardiers¹⁰. La Russie est elle aussi tenue de ramener ce stock entre 1700 et 2200 le 31 décembre 2012. Le nombre d'armes mises en réserve n'est pas connu, celui des armes tactiques est estimé à 8000, dont 3400 seraient déployées¹¹.

Malgré les difficultés budgétaires, la priorité a été donnée à la fabrication de nouveaux missiles intercontinentaux Topol-M, pouvant emporter chacun 3 ogives. Au mois de novembre 2004, Vladimir Poutine a annoncé que la Russie serait équipée dans quelques années d'un nouveau vecteur apparemment capable d'échapper à une défense anti-missiles. Cependant, l'échec du lancement de trois missiles sur sous-marins, en février 2004, semble montrer que toutes les difficultés techniques ne sont pas surmontées. Officiellement, la doctrine nucléaire russe reste celle de la dissuasion, mais la fonction essentielle de l'arsenal semble être d'entretenir l'illusion qu'au moins dans ce domaine, la Russie reste à égalité avec les Etats-Unis.

La Russie détient encore un stock d'armes chimiques qui s'élèverait, à 40 000 tonnes. Bien qu'elle ait signé et ratifié le traité de 1993, elle est soupçonnée de ne pas avoir déclaré la

⁶ Ibid, septembre-octobre 2004, pages 70-71.

⁷ Georges Le Guelte, « La nouvelle posture nucléaire américaine : une révolution dans les concepts stratégiques ? », dans la Revue internationale et stratégique, n°47, automne 2002, pages 67 à 74.

⁸ Joseph Cirincione « Deadly Arsenals », Carnegie Endowment for International Peace, Washington D.C., 2002, pages 181-183.

⁹ Ibid., pages 183 et 184.

¹⁰ Bulletin of the Atomic Scientists, juillet-août 2004, pages 72et 73 ; Russian Strategic Nuclear Forces, sous la direction de Pavel Podvig, The MIT Press, Cambridge, Massachusetts, Londres, 2001 ; The Kremlin Nuclear Sword, Steven J. Zaloga, Smithsonian Institute Press, Washington et Londres, 2002.

¹¹ Joseph Cirincione, op. cit. page 115.

totalité de ce qu'elle possède. Il semble exclu qu'elle puisse éliminer son stock en 2007, comme prévu par le traité¹².

Des quantités impressionnantes d'armes biologiques ont été produites par la Russie, même après qu'elle ait signé la Convention de 1972. Il semble que ces stocks aient maintenant été éliminés, mais beaucoup des installations ont été maintenues en activité, un très grand nombre d'échantillons ont été conservés pour la production de vaccins, et pourraient servir à redémarrer un programme de production si la décision en était prise¹³.

La Chine : un potentiel limité

♦ **La Chine** disposerait actuellement d'une vingtaine de missiles d'une portée de 13 000 kilomètres, mais il s'agit d'engins à propulsion liquide¹⁴, mis en service en 1981. Les Chinois ont aussi une douzaine de missiles d'une portée de 5500 kilomètres, à propulsion liquide, et datant du début des années 1980. Ils pourraient atteindre la Russie, l'Inde et Hawaï. En outre, une centaine de missiles de plus faible portée pourraient toucher le Japon, la Corée et Taiwan. La Chine pourrait déployer prochainement des missiles d'une portée de 8000 kilomètres, à propulsion solide, et elle met au point un missile mobile, à propulsion solide, d'une portée de 12 000 kilomètres, qui ne serait pas en service avant 2010. Tous ces vecteurs sont équipés d'une seule ogive d'une capacité de 3 à 5 mégatonnes¹⁵.

Les Chinois ne disposent que d'un sous-marin à propulsion nucléaire, emportant 12 missiles d'environ 1000 kilomètres de portée, mais il n'est pas opérationnel, et n'a jamais quitté les eaux territoriales. Il s'y ajoute environ 100 bombardiers, ayant un rayon d'action de 3000 kilomètres, mais ce sont des appareils datant du milieu ou de la fin des années 1960. Au total, l'arsenal chinois comprendrait environ 400 ogives nucléaires. La Chine n'a pas de système d'observation par satellites. Son objectif semble être de disposer, vers 2015 ou 2020, d'une force capable d'atteindre le territoire des Etats-Unis, pour rendre plus difficile une intervention militaire américaine en cas de conflit à propos de Taiwan.

La Chine a signé et ratifié les deux conventions sur les armes biologiques et chimiques. Les services américains soupçonnent qu'elle a conservé une partie des stocks d'armes biologiques¹⁶ constitués à partir des années 1950 ; des installations de recherche et même de production seraient toujours en activité. Les Chinois déclarent que toutes leurs armes chimiques ont été éliminées, mais ils sont soupçonnés de conserver des stocks et d'avoir des capacités de production.

♦ Les spécialistes estiment que **la France** déploie environ 350 ogives nucléaires. Quatre sous-marins, dont 3 sont opérationnels, sont équipés chacun de 16 missiles pouvant emporter

¹² Ibid. pages 122 à 124.

¹³ Ibid. pages 124 et 125, et Ken Alibek, « Biohazard », Random House, Londres, 1999.

¹⁴ Il faut donc plusieurs heures pour remplir les réservoirs avant le lancement, et pendant ce temps les missiles sont particulièrement vulnérables. En outre, ils ne peuvent rester opérationnels que pendant un temps limité, ensuite, le missile doit être lancé, ou ramené en usine.

¹⁵ Bulletin of the Atomic Scientists, novembre-décembre 2003, pages 77 à 80, et Joseph Cirincione, op. cit. pages 141 à 154.

¹⁶ Les Chinois ont été victimes de l'utilisation d'armes biologiques par les Japonais pendant la Seconde guerre mondiale, et 2 millions d'armes chimiques ont été laissées sur le territoire par les Japonais. Des travaux, menés conjointement par les deux pays, sont en cours pour les éliminer.

six ogives. Les missiles sur les sous-marins en service ont une portée de 4500 kilomètres¹⁷. Il s'y ajoute environ 60 avions Mirage 2000 N, et une vingtaine de Super-étendards sur le porte-avions Charles de Gaulle. Les nouveaux appareils Rafale de l'armée de l'Air et de l'aéronavale devraient être dotés de nouveaux missiles de croisière ASMP-A en 2007 et 2008¹⁸.

La France a signé et ratifié la Convention de 1972 sur les armes biologiques et le traité de 1993 sur les armes chimiques. Elle n'a aucun programme de recherche ou de production dans ce domaine. Il y a sur son territoire un stock de vieilles armes chimiques, et elle a ouvert ses installations aux inspecteurs internationaux.

♦ **Le Royaume-Uni** ne conserve que quatre sous-marins de type *Vanguard*, dont un seul est en patrouille, en état d'alerte à quelques jours, au lieu de quelques minutes. Le sous-marin emporte 16 missiles Trident, de portée intercontinentale, pouvant être équipés de 8 ogives nucléaires. Il a cependant été décidé que chaque missile ne serait armé que de trois têtes. Le stock d'ogives nucléaires au Royaume-Uni a été ramené à 200.

Le Royaume-Uni a signé et ratifié les conventions sur les armes biologiques et chimiques, elle a déclaré posséder un stock d'armes chimiques sur son territoire et a ouvert ses installations aux inspecteurs.

LES ARSENAUX REGIONAUX

A côté des cinq « grands », l'Inde, Israël, et le Pakistan possèdent des armes nucléaires, mais leurs missiles n'ont qu'une portée régionale.

♦ Parmi ces Etats, c'est **Israël**¹⁹ qui possède le stock d'ogives le plus important, évalué en général entre 90 et 180. Ces armes pourraient équiper des missiles balistiques de faible portée Jericho I (500 kilomètres avec une charge de 500 kilogrammes), ou de moyenne portée Jericho II (1000 kilomètres avec une charge de 1000 kilogrammes), dont le pays posséderait une centaine d'exemplaires. Les Jericho I et II sont mobiles sur route ou sur rail, et utilisent un carburant solide. Israël a mis des satellites en orbite, et pourrait, si nécessaire, développer rapidement un missile de bien plus longue portée. Les armes nucléaires pourraient aussi être transportées par des avions F-4^E ou F-16, ou par des missiles de croisière Harpoon. Les Israéliens ont acheté 3 sous-marins à propulsion conventionnelle, ils ont expérimenté un missile qui leur est destiné, et pourraient prochainement disposer d'une force nucléaire sous-marine.

Les spécialistes s'accordent pour penser qu'Israël a des capacités de production d'armes chimiques et biologiques très avancées, qu'il en a fabriqué et stocké²⁰, sans que l'on puisse établir s'il a conservé ses stocks, dont on ne connaît ni la nature ni l'ampleur.

¹⁷ Les missiles à bord de la quatrième génération de sous-marins, *le Terrible*, dont le premier devrait entrer en service en 2010, devraient avoir une portée de 6000 kilomètres, selon Laurent Zecchini dans *Le Monde* du 13 janvier 2005 page 7, et 8000 kilomètres selon un article de Jacques Isnard dans *Le Monde* daté du 7 novembre 2003.

¹⁸ Bruno Tertrais, « France Stands Alone », *Bulletin of the Atomic Scientists*, juillet-août 2004, pages 48 à 55.

¹⁹ Joseph Cirincione, op. cit., pages 221 à 231.

²⁰ Joseph Cirincione, op. cit., page 223.

♦ Selon les évaluations les plus sérieuses, **l'Inde**²¹ avait fabriqué entre 30 et 50 ogives nucléaires en 2001. Elle dispose surtout d'avions de diverses provenances, française, britannique, russe ; et possède trois versions d'un missile balistique, le Prithvi, de courte portée (de 150 à 350 kilomètres), mobile, et à propulsion liquide. Elle a expérimenté en 1999 et 2001 un missile Agni II, dont la portée serait de 2000 à 2500 kilomètres, également mobile et à propulsion liquide. Il est difficile de savoir si et combien de ces missiles ont été déployés dans l'armée indienne.

L'Inde a signé et ratifié les deux conventions sur les armes biologiques et chimiques, mais elle mène des recherches sur la défense contre les armes biologiques, et son industrie aurait la capacité de produire des armes chimiques.

♦ Quant au **Pakistan**²², il posséderait, selon les calculs des spécialistes, des quantités de matières fissiles suffisantes pour fabriquer une cinquantaine de bombes. Les vecteurs pakistanais les plus opérationnels semblent être les avions d'origine française (Mirage III), ou chinoise (Fantan), et surtout américaine (F-16). Le pays disposerait d'une trentaine de missiles M-11 d'origine chinoise, d'une portée de 300 kilomètres et d'une version allongée, le Haft III (600 kilomètres avec 500 kilogrammes). Le Pakistan a aussi expérimenté le Ghauri I (1300 kilomètres, 700 kilogrammes). C'est un missile mobile à carburant liquide, comme les précédents. Il a aussi expérimenté le Shaheen I, dérivé du M-9 chinois (750 kilomètres, 500 kilogrammes) à propulsion solide, et aurait lancé récemment le Ghauri II (2000 kilomètres, 850 kilogrammes). Le Pakistan a signé et ratifié les deux conventions ; son industrie serait en mesure de réaliser un programme limité d'armes biologiques et chimiques.

LES ASPIRANTS

Tous les autres Etats ont adhéré au Traité de Non-Prolifération (TNP) et se sont donc engagés à ne pas essayer de se procurer d'armes nucléaires. Pourtant, certains d'entre eux ont tenté de contourner cette interdiction en construisant des installations clandestines. L'Irak est le premier dont les agissements aient été détectés, en 1991, après la première guerre du Golfe. Toutes ses capacités ont été détruites entre 1991 et 1994 par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Les fraudes commises par La Corée du Nord ont été découvertes par l'AIEA en 1992, et son programme nucléaire a été gelé en 1994, par un accord avec les Etats-Unis, rompu en 2002 ; les Nord-Coréens se sont retirés du TNP en janvier 2003. Depuis cette date, les activités nord-coréennes se poursuivent à l'abri des regards extérieurs. Les investigations menées entre 1992 et 1994 par l'AIEA ont montré que la Corée du Nord a les capacités matérielles de produire chaque année des quantités de plutonium nécessaires pour fabriquer entre deux et six engins explosifs. C'est probablement la quantité qu'elle a réussi à se procurer depuis janvier 2003. Les opinions divergent sur le point de savoir si ce pays a réellement fabriqué une bombe ; selon les experts, il en détiendrait à présent entre zéro et six.

²¹ Joseph Cirincione, op.cit. pages 191 à 205 ; Ashley J.Tellis, *India's Emerging Nuclear Posture*, Rand, Santa Monica, 2001 ; George Perkovich, *India's Nuclear Bomb*, The University of California Press, Berkeley, Londres et Los Angeles, 1999.

²² Joseph Cirincione, op. cit., pages 207 à 215.

Les révélations faites en automne 2002 ont montré qu'en échange de leur coopération sur les missiles balistiques, les Nord-Coréens avaient acquis au Pakistan les techniques et quelques équipements pour l'enrichissement de l'uranium par centrifugation. Aucune information ne permet de savoir s'ils ont construit une usine d'enrichissement, ni s'ils disposent d'installations clandestines.

A partir des Scud B soviétiques (320 kilomètres, 1000 kilogrammes), les Nord-Coréens ont mis au point les Scud C (500 kilomètres, 500 kilogrammes) puis le No-Dong (1000 kilomètres, 1000 kilogrammes). En 1998, la Corée du Nord a lancé une fusée Taepo-Dong I, d'une portée supérieure à 2000 kilomètres et qui a survolé le nord du Japon. Avant de geler leur programme balistique, les Nord-Coréens affirmaient préparer une fusée Taepo-Dong II de 6000 kilomètres.

La Corée du Nord détient des stocks d'armes chimiques, et elle aurait la capacité d'équiper ses missiles. Elle n'a pas adhéré au traité de 1993. Elle dispose d'une infrastructure rudimentaire pour produire des armes biologiques. Elle a adhéré à la Convention de 1972.

A la fin de l'été 2002, un groupe d'islamistes extrémistes, opposés au régime en place à Téhéran, a révélé que **l'Iran** était en train de construire une installation d'enrichissement de l'uranium par centrifugation. Le gouvernement a dû admettre l'exactitude de l'information, tout en affirmant que ses activités avaient un objectif uniquement pacifique. Au 1^{er} janvier 2005, l'AIEA a établi que l'Iran dispose des techniques et des installations nécessaires pour produire de l'uranium enrichi, mais pas encore d'uranium sous la forme nécessaire pour être introduit dans l'usine d'enrichissement. Nul ne sait encore si l'Iran a fait des études sur la fabrication d'un engin explosif. Parallèlement, les Iraniens construisent une usine d'eau lourde et ont en projet un réacteur producteur de plutonium dont le démarrage est prévu en 2014. Personne ne sait si le Pakistanais Khan a vendu à l'Iran les plans d'une bombe expérimentée par la Chine et qu'il avait déjà vendus à la Libye. Au mois d'octobre 2004, l'Iran a accepté, à la demande de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne, de suspendre ses activités d'enrichissement. Il reste à voir si cet engagement sera tenu ou si, comme il l'a déjà fait en juin 2004, l'Iran saisira le premier prétexte pour s'en dégager.

Jusqu'à présent, l'Iran n'a pas produit de matières fissiles à usage militaire, et il n'a pas formellement violé ses obligations internationales. Cependant, il lui est difficile d'expliquer pourquoi, si toutes les activités nucléaires du pays sont destinées à des usages civils, le programme est resté clandestin pendant près de vingt ans, pourquoi il a acheté les équipements dont il avait besoin à un réseau de trafiquants, pourquoi l'existence des installations n'a été admise qu'après avoir été révélée par un groupe d'opposants, pourquoi les responsables iraniens n'ont cessé de donner à l'AIEA, et avec beaucoup de réticences des informations inexactes, ni pourquoi il construit un réacteur producteur de plutonium qui n'a aucune justification dans un programme pacifique. Il est difficile aussi de ne pas se demander ce que sont devenues les 380 tonnes d'explosif très puissant volés ces derniers mois dans le centre d'Al Qaqa en Irak.

Les Iraniens ont acheté 300 Scud B (300 kilomètres, 1000 kilogrammes) et C (500 kilomètres, 500 kilogrammes) à la Corée du Nord, et 200 CSS-8 (150 kilomètres, 190 kilogrammes) à la Chine. A partir du No-Dong nord-coréen ils ont développé le Shahab III (1300 kilomètres, 750 kilogrammes), dont ils auraient récemment expérimenté une nouvelle version, d'une portée de 2000 kilomètres.

Les Iraniens ont adhéré à la Convention interdisant les armes biologiques, mais les services américains les soupçonnent de poursuivre un programme très actif de recherche, de production et de militarisation dans ce domaine. Il en est de même pour les armes chimiques, dont les stocks seraient restés intacts après la fin de la guerre contre l'Irak, bien que l'Iran ait accédé en 1998 au traité d'interdiction des armes chimiques.

LA PROLIFERATION POTENTIELLE

La Corée du Nord et l'Iran sont actuellement les seuls pays qui essaient de se procurer des armes, mais ils ne seront pas nécessairement les derniers. S'ils sont finalement obligés de renoncer, alors que les installations irakiennes ont été rasées, que la Libye a abandonné ses projets, après l'Afrique du Sud, l'Argentine, le Brésil, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine, il est probable que d'autres Etats hésiteront à se lancer dans une aventure onéreuse, sans avenir, et vouée à l'échec. Si au contraire Corée du Nord et Iran parviennent à fabriquer des armes, la prolifération risque d'être relancée. L'élément déterminant dans ce domaine est la volonté politique et non la capacité de produire les matières fissiles nécessaires : depuis longtemps, des pays comme l'Allemagne, la Suisse, la Suède, le Canada, ont les moyens de se doter d'un armement nucléaire, et n'en ont jamais perçu l'utilité. Inversement, la Libye a montré que des réseaux internationaux de trafiquants peuvent fournir discrètement des éléments indispensables provenant de pays qui auraient été incapables de les fabriquer il y a quelques années²³.

La politique de non-prolifération, dont les résultats ont été très satisfaisants, a été soutenue par un grand nombre de pays qui estiment leur sécurité mieux assurée si leurs voisins n'ont pas d'armes nucléaires que si eux-mêmes en possèdent. Si les grandes puissances se montrent incapables d'empêcher la Corée du Nord et l'Iran d'acquérir un arsenal, leur attitude pourrait être révisée, surtout au Moyen-Orient et en Asie. L'évolution de quelques pays, comme l'Arabie saoudite, la Syrie, l'Egypte, la Turquie, la Corée du Sud, le Japon, Taiwan, la Malaisie, la Birmanie, l'Indonésie, devrait alors être suivie avec attention. L'Arabie saoudite dispose déjà d'une trentaine de missiles d'origine chinoise d'une portée de 2800 kilomètres, l'Egypte est soupçonnée de posséder des armes chimiques et biologiques, la Syrie aurait un stock d'armes chimiques et ferait, comme le Soudan, des recherches sur les armes biologiques. Nul ne sait à quels pays, autres que la Corée du Nord, l'Iran et la Libye, le réseau de Khan a pu vendre ses services, et donc quels Etats pourraient assez rapidement entreprendre la construction d'installations nucléaires clandestines.

Les grandes puissances ont eu maintes occasions de démontrer que leurs intérêts politiques, économiques et commerciaux passent bien avant la non-prolifération. En maintenant leurs arsenaux à un niveau très élevé, les Cinq montrent aux proliférateurs potentiels qu'ils considèrent les armes nucléaires comme un outil de défense indispensable, en même temps qu'un irremplaçable symbole de puissance et de prestige. La mansuétude avec

²³ Les centrifugeuses livrées à la Libye, par exemple, avaient été fabriquées en Malaisie. Voir Georges Le Guelte, « La prolifération dans une économie en voie de mondialisation », dans *Politique Etrangère*, automne 2004, pages 625 à 636.

laquelle l'Inde et le Pakistan ont été traités après leurs essais de 1998 a prouvé que la fabrication d'armes nucléaires ne se payait pas d'un prix très élevé. Les Etats-Unis apportent un soutien inconditionnel à Israël pour refuser la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Le lobby indien et les producteurs de céréales ont fait campagne pour obtenir la levée des sanctions imposées à l'Inde après 1998 ; ils ont été soutenus par la France et la Russie, qui avaient déjà tenté d'obtenir la levée de celles qui avaient été imposées à l'Irak au début des années 1990. Aujourd'hui, la Russie et la Chine ne semblent pas disposées à accepter des sanctions contre l'Iran, et la plupart des pays hésiteraient à provoquer la nouvelle hausse du prix du brut qui suivrait la fermeture du marché iranien. Lors de la Conférence d'examen du TNP, qui doit se réunir au mois de mai prochain, le refus des cinq Etats dotés d'armes de discuter du désarmement interdira la formation d'une vaste coalition d'Etats demandant à la Corée du Nord et à l'Iran de respecter leurs engagements. Il reste également difficile d'expliquer pourquoi, en 2002, lorsque la délégation américaine a refusé de discuter des moyens d'améliorer l'application des conventions d'interdiction des armes biologiques et chimiques, les Européens lui ont emboîté le pas au lieu de poursuivre leur propre politique comme ils l'ont fait pour le Protocole de Kyoto ou pour la Cour pénale internationale.